



# Fonction Publique : 2013, le changement c'est l'action !

**31 janvier  
Tous et toutes en grève !**

## **Faudrait-il, en temps de crise accepter l'austérité ?**

Partout en Europe, c'est la même logique qui est à l'oeuvre : faire payer aux salarié-es et aux services publics la crise de la dette ! En réalité, ce n'est pas un problème de dépenses publiques mais un problème de recettes. Au cours des 30 dernières années, si les dépenses publiques sont restées stables ce sont les recettes qui elles ont chuté par le biais des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises.

**La crise ne peut pas servir de prétexte pour ne pas répondre aux légitimes revendications des agents publics.**

En période de crise, les services publics constituent un puissant moyen pour lutter contre les inégalités et les injustices sociales.

Le rôle de l'État est aujourd'hui de donner les capacités d'agir pour améliorer la qualité des services rendus à tous les usagers sur l'ensemble du territoire et dans le même temps d'améliorer les conditions de travail et de rémunération des agents.

## **Ensemble exigeons :**

**un moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois et des créations partout où cela est nécessaire,**

**des mesures pour les salaires et le pouvoir d'achat à travers notamment d'une augmentation de la valeur du point d'indice,**

**l'abrogation du jour de carence,**

**l'amélioration du fonctionnement de la Fonction publique et des services publics.**

**Rassemblement - Manifestation  
10 h devant la préfecture du Mans**



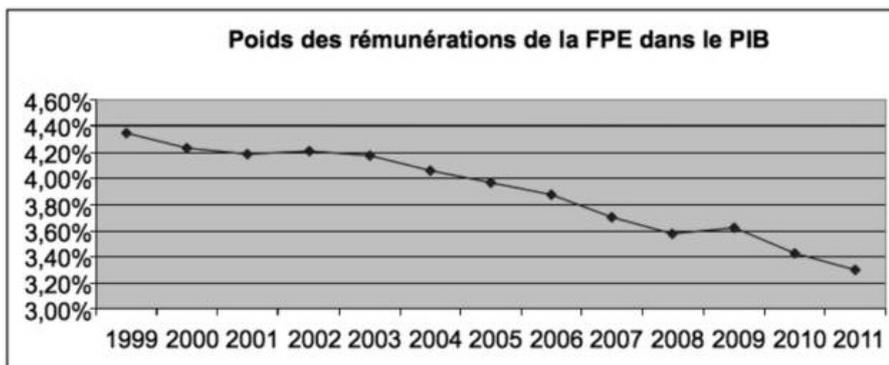
## De la RGPP à la MAP, pour nous c'est toujours non !

Certes les mots ont changé, exit la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques), mais la MAP (Modernisation de l'Action Publique) laisse une désagréable impression de déjà vu ! Il s'agit bien d'essayer à nouveau de faire "mieux avec moins"... En se fixant comme objectif d'économiser 60 milliards en 5 ans, sur la dépense publique, le gouvernement poursuit la cure d'austérité imposée. Les 60 000 postes légitimement promis dans l'Education ne sauraient de notre point de vue se traduire par la poursuite des suppressions dans les autres services et c'est pourtant bien ce qui se trame !

### En 10 ans, les fonctionnaires ont perdu 11 % de pouvoir d'achat :

Soit la perte de 1,3 mois de traitement par an. A cela il faut ajouter l'augmentation des cotisations sociales suite à la contre réforme des retraites du gouvernement Fillon de 2010.

Les salaires des fonctionnaires ne sont pas responsables de la crise. Ils sont pour l'essentiel dépensés et font vivre une partie importante de la population ; les salaires et les pensions favorisent la consommation et la relance. Des salaires augmentés, c'est aussi plus de cotisations et plus de ressources fiscales.



Les rémunérations des agents de la Fonction publique de l'Etat (hors enseignement privé sous contrat) représentent une part toujours plus faible des richesses nationales. (Sources : faits et chiffres 2011- 2012, INSEE).



### Santé : le pacte de compétitivité favorisera encore les cliniques privées au détriment de l'hôpital public !

Scandaleux ! Les cliniques et maisons de retraite commerciales vont bénéficier de plus de 500 millions d'euros d'avantages à travers le crédit d'impôt, (cf projet de loi de finances rectificatif pour 2013). C'est 500 millions d'euros en moins pour le service public, une mesure inéquitable qui pénalise et fragilise davantage le service public de santé.

### Les missions permanentes du service public doivent être assurées par des fonctionnaires !

Les 40 000 emplois d'avenir créés au sein des collectivités territoriales, de l'Education, ne constituent ni une véritable relance de l'emploi ni une réponse adéquate en terme de service public ! C'est la titularisation des vacataires et des contractuel-les et non de nouveaux recours aux contrats aidés qu'il faut mettre en place.

**Il faut en finir avec les mesures qui privent l'État de milliards de recettes.**

**Une véritable réforme fiscale est indispensable pour assurer une redistribution des richesses produites, garantir des investissements collectifs pour l'avenir et permettre à l'État et aux Collectivités Territoriales de disposer des recettes nécessaires pour assurer et développer des services publics de qualité qu'il s'agisse d'éducation, de santé, d'environnement....**

**Grève - Rassemblement - Manifestation  
10 h devant la préfecture du Mans le 31 janvier  
à l'appel de CGT-FSU-Solidaires**